

au travail

commission **Travail-Emploi**
du PCF

contact
vsandoval@pcf.fr

mai 2014

le travail c'est la santé ?

Plutôt que d'organiser le démantèlement du service public de santé avec une réduction de plus de 10 milliards du budget de la Sécurité sociale, le gouvernement ferait mieux de s'attaquer enfin à la prévention en matière de santé publique.

Les employeurs ont l'obligation d'assurer la santé et la sécurité de leurs salariés. Or non seulement la présence de produits chimiques cancérigènes se multiplie dans tous les secteurs d'activité, mais l'organisation du travail et notamment les nouvelles méthodes de management diffusées dans les entreprises ont un coût en matière de santé que la CGT a évalué à plusieurs dizaines de milliards d'euros. Quand va-t-on enfin parler dans les médias de ce coût du « mal travail » ?

Le travail de qualité, en permettant au travailleur d'exprimer toute sa personnalité dans un produit ou un service rendu de qualité, en lui donnant également la possibilité d'accroître ses compétences comme de participer à une œuvre collective dont l'utilité est reconnue socialement, accroît la santé physique et psychique de celui qui le réalise. Malheureusement il est trop rare. On voit au contraire de nouvelles maladies professionnelles se développer et se multiplier les *burn out*, les dépressions, comme les addictions à différentes drogues. Quand va-t-on dénoncer ce scandale ?

Comme le dit Yves Clot, la solution n'est pas dans des mesures compensatrices mises en place par certaines entreprises. Elle est dans des réformes structurelles. Pas celles réclamées par la droite comme la suppression de toute réglementation en matière de durée du travail ou de salaire minimum. Mais de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés dans l'organisation du travail, leur permettant de débattre des normes en matière de qualité du travail et de faire respecter les leurs.

Véronique Sandoval
responsable du secteur *Travail-Emploi*

« S'il n'y a pas de "bien-faire" il n'y a pas de "bien-être" »
Yves Clot

15 mai
journée de
mobilisation et
de manifestations
de la Fonction publique

3 questions à **Jean-François Naton** conseiller confédéral de la CGT en charge de l'activité Travail-Santé



Aujourd'hui, la philosophie du gouvernement, ce sont des économies à faire sur la Sécurité sociale en diminuant les prestations...

Les prestations et les moyens donnés à la Sécurité sociale pour répondre aux besoins des populations...

Est-ce qu'il y a d'autres choix à faire ?

L'autre choix serait de rompre de manière résolue avec les logiques de ces trente dernières années qui ont concouru à la crise dans laquelle nous sommes. Cette logique est celle des « maîtrises des dépenses de santé » qui n'a en rien réduit les déficits de la Sécurité sociale ni répondu aux besoins de la population et du monde du travail. Il faudrait porter une toute autre logique, une politique de prévention, d'éducation, de promotion de la santé et du travail.

Vous avez chiffré ce que représentait le coût de ce qu'on appelle le mal travail...

Oui et ces chiffres qui sont connus ne font malheureusement pas suffisamment débat. Ce qu'on appelle le coût du mal travail représente plusieurs dizaines de milliards d'euros. Ce sont tous les maux, toutes les pathologies dont souffrent les travailleurs du fait des mauvaises conditions de travail : accidents du travail, maladies professionnelles... Aujourd'hui 28 avril, journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail, c'est l'occasion de pointer la pure folie d'une logique tournée essentiellement vers la réparation sans porter la dimension de la suppression du risque.

Que penses-tu des décisions d'économies, 10 milliards sur la Sécurité sociale, annoncés par le gouvernement ?

Ce sont des mesures totalement irresponsables qui tournent absolument le dos aux besoins des populations. Pire, cela va engendrer une remise en cause de la Sécurité sociale dans ses fondements. La Sécu, au-delà du remboursement des soins, des versements d'allocations, c'est une conception de la société. C'est à une attaque féroce contre cette société solidaire, de partage entre bien portants et malades, jeunes et vieux, célibataires et familles nombreuses... que se livre le gouvernement. Une remise en cause de notre modèle social qui ne réduira en rien la problématique des déficits et qui va accentuer les phénomènes d'exclusion.

interview réalisé par **Olivier Mayer**

les facteurs du "mal travail"

EVREST est un dispositif d'analyse et de suivi dans le temps de différents aspects du travail et de la santé des salariés dans une optique de prévention. Porté par les médecins du travail, en coopération avec les chercheurs du CREAPT, et ancré dans leur pratique professionnelle, il montre dans son dernier rapport annuel que :

24,5% des salariés déclarent traiter trop vite une opération qui demanderait plus de soin

21,7% faire des choses qu'ils désapprouvent

13,4% n'avoir pas les moyens de faire un travail de qualité

21,6% n'être pas reconnus dans leur travail.

lorsque le travail pousse à consommer des substances psychoactives

Les conditions de travail, avec l'intensification des rythmes de travail, l'individualisation, la pression pour améliorer les performances et augmenter la productivité, conduisent, de plus en plus, à la consommation de substances psychoactives comme l'alcool, le tabac, les drogues ou les médicaments psychotropes. Ces usages sont parfois culturels, ils permettent de consolider les collectifs de travail. Mais ils ont également souvent pour objectif de lutter contre le stress, d'oublier la souffrance psychique, l'ennui, la dévalorisation. Enfin, les salariés consomment aussi des drogues pour se doper, pour améliorer leurs performances, lutter contre la fatigue.

Face à ces situations, les réponses des employeurs sont graduelles. Dans un premier temps, ils ferment les yeux, ignorent ces consommations. Puis vient le temps de la culpabilisation des salariés, voire de la sanction. Ceci alors qu'une politique de prévention efficace devrait poser la question de l'organisation du travail et identifier les situations de travail pathogènes.

Pascale SLD



effets sur la santé des nouvelles organisations du travail

Nadine Khayi, médecin du travail



Être en bonne santé, c'est « avoir les moyens de tracer un cheminement personnel et original vers le bien-être physique, psychique et social » (Christophe Dejours, médecin psychiatre). Le travail, par la mise en action de toutes les fonctions de l'organisme, la dynamique de construction de l'estime de soi qu'il permet dans l'affrontement au réel et le sentiment d'utilité sociale qu'on peut trouver dans la participation à la production collective des richesses, devrait jouer un rôle essentiel dans la construction de sa santé par le salarié. Pourtant, la transformation de l'activité de travail, dans le cadre des nouvelles organisations du travail mises en place, ajoute au contraire de nouveaux problèmes de santé publique et contribue fortement à l'accroissement des dépenses de santé.

Valse des directions, changement permanent de structuration de l'activité, c'est « le chaos organisé » auquel s'ajoute une gestion individualisante du personnel qui laisse chacun seul face à une organisation en perpétuel mouvement. Ce tourbillon se déploie en outre dans le cadre d'un pilotage par l'aval où le salarié est sensé répondre à la demande du client en temps réel, d'un système de qualité totale où il est son propre contrôleur, et d'une organisation en équipes autonomes concurrentielles répondant à des injonctions paradoxales permanentes.

Dans ce contexte, les pénibilités se modifient. Avec l'intensification et la densification du travail, les gestes s'accroissent, les pauses se raccourcissent ou disparaissent au profit des RTT. Les interstices du travail, sont comblés par des tâches annexes. Les corps souffrent, les mouvements répétitifs sous contrainte de temps asphyxient les muscles et les tendons faisant exploser le nombre de pathologies tendineuses et articulaires (les TMS). Les accidents du travail qui avaient baissé jusqu'en 2003 sont repartis à la hausse depuis 2009.

Alors que le risque chimique se développe, que les solvants sont partout et qu'on ne connaît rien du mode de diffusion et d'action éventuelle des nanoparticules, d'après l'enquête SUMER 2003, 1/4 des salariés exposés aux cancérigènes le sont sans protection adéquate. L'intensification du travail conduit en effet les salariés à ne pas mettre en œuvre les moyens de prévention par manque de temps. Avec le développement de la sous-traitance, ces moyens ne sont souvent même pas mis à disposition par les employeurs.

En outre, la précarité, le *turn over* dans les entreprises, la polyvalence empêchent les salariés d'acquérir le savoir concernant les risques et les savoir faire pour s'en protéger.

Le travail de nuit comme les horaires atypiques se banalisent alors que le premier est reconnu comme un facteur cancérigène et que les seconds cassent la vie de couple, et réduisent la vie en société à sa plus simple expression.

Les capacités cognitives sont en permanence sollicitées pour s'adapter, satisfaire le « client » et répondre aux injonctions de la direction. Mais les contrôles permanents, déconnectés de la réalité et du sens du travail, mettent les nerfs à rude épreuve. Le salarié ne comprend plus ce qu'il fait, ni ce qu'on attend de lui.

Il s'ensuit un sentiment de culpabilité et une impression de perte de contact avec la réalité qui peut conduire à des décompensations psychiques graves. C'est ce que traduit la multiplication de ce que l'on nomme risques psycho-sociaux (RPS)

Rendre au travail son sens et sa finalité est donc une priorité pour améliorer l'état de santé des salariés et du pays.

les livres de Yves Clot : *Le travail peut-il devenir supportable ?* » publié chez Armand Colin en 2014
Travail et pouvoir d'agir » publié chez PUF en 2008

ainsi que : le *Bulletin des conditions de travail et de la santé au travail* publié chaque mois par l'union syndicale Solidaires : www.solidaires.org

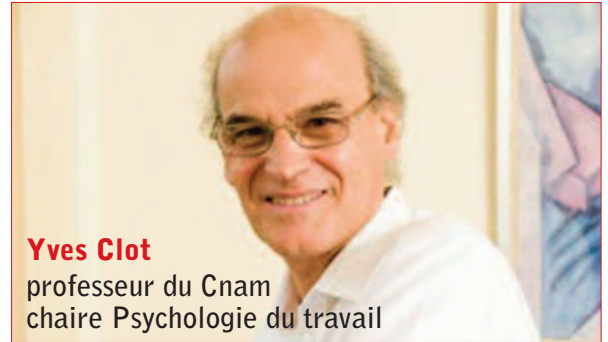
et le site internet de la CGT concernant la santé, la place de l'individu au sein des organisations du travail, le rôle du CHSCT : www.comprendre-agir.org



comment rendre le travail «supportable»?

Chaque jour on nous fait le «coup» du travail, comme si le travail était trop cher. En réalité, ce qui est cher, c'est d'abord le coût pour leur santé que représente, pour les salariés, l'énorme investissement dans leur travail, alors que ce n'est payant ni pour eux, ni pour l'efficacité productive.

Il y a beaucoup d'énergie perdue, gaspillée dans presque toutes les situations de travail. Le règne de la «norme» désorganise le travail et les salariés le payent très cher en matière de santé. Jamais on ne fait l'hypothèse que la construction de l'initiative, l'organisation du dialogue est possible. Jamais on ne rend discutabile ce qu'est le travail bien fait. Nous avons besoin d'une «coopération conflictuelle». Les salariés doivent pouvoir s'affronter avec leur hiérarchie sur la qualité



Yves Clot
professeur du Cnam
chaire Psychologie du travail

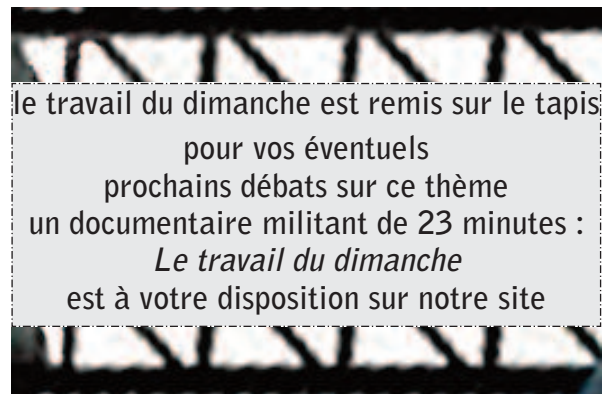
du travail «c'est quoi un travail bien fait ?». Même chez les précaires, les intérimaires, qui sont les plus maltraités par les organisations, il y a le souci de porter cette valeur là : la qualité du travail.

Il faut sortir des approches «compensatrices», réparatrices ou compassionnelles à l'égard du travail, comme si la conception de la performance n'était pas discutabile et que quand c'est «indigérable» par les salariés, qu'ils en font une maladie, il faudrait les aider à le supporter en se battant contre les risques psycho-sociaux, pour la «qualité de vie au travail»... Il faut oser faire un pas de plus, un pas difficile, engageant le dialogue autour de la qualité du travail, la «coopération conflictuelle».

La stratégie de fuite ou de désengagement, l'idée qu'on peut passer huit heures par jour en mode automatique, être là sans être actif, est très dangereuse pour la santé et l'illusion qu'il pourrait y avoir un redressement productif fondé sur le piétinement de la santé des salariés, est, elle aussi, très dangereuse.

Ce que les travailleurs doivent faire pour défendre leur santé, c'est de ne céder sur rien concernant la qualité de leur travail. Et pour cela il faut en discuter entre collègues.

extrait d'une interview sur France Inter



le travail du dimanche est remis sur le tapis
pour vos éventuels
prochains débats sur ce thème
un documentaire militant de 23 minutes :
Le travail du dimanche
est à votre disposition sur notre site

visitez notre site www.autravail.pcf.fr
et écrivez-nous

ces risques chimiques que l'on ne saurait voir

Le 28 avril, la *Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail* était placée sous le signe des risques chimiques. On les retrouve aujourd'hui dans tous les types d'emploi, des salons de coiffure aux chantiers. Comme par hasard, les plus exposés sont les plus précaires, les très jeunes, les intérimaires, les sous-traitants et les femmes, ces travailleurs «invisibles» comme le dénonce Pierre Rosanvallon. Dans le nettoyage et la gestion des déchets, la situation est catastrophique.

Pour Annie Thebaud Maury, spécialiste des cancers professionnels, fixer des seuils d'exposition ouvrant droit à des points cumulables dans le compte de pénibilité du salarié, lui permettant ainsi de partir plus tôt en retraite ou de changer de poste, n'a aucun sens. En effet, l'exposition à ces cancérogènes peut être néfaste dès la première particule. Ces seuils pourraient même être utilisés comme une permission d'exposition par des employeurs qui connaissent les produits et les risques encourus, mais qui utilisent le délai de latence entre l'exposition et le repérage de la maladie pour le «mettre à profit».

